

L'EXTRÊME DROITE EN HONGRIE. RACINES, CULTURE, ESPACE
Balázs Ablonczy, Bálint Ablonczy

La Découverte | « Hérodote »

2012/1 n° 144 | pages 38 à 59

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707173218

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2012-1-page-38.htm>

Pour citer cet article :

Balázs Ablonczy, Bálint Ablonczy « L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace », *Hérodote* 2012/1 (n° 144), p. 38-59.
DOI 10.3917/her.144.0038

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace

Balázs Ablonczy¹ et Bálint Ablonczy²

Certaines idées naissent en leur temps. Comme dans d'autres pays européens, certaines idées de la droite radicale sont nées en réponse à un processus de modernisation et à des changements sociaux relativement brusques ou à des bouleversements rapides de la société. Il n'en est pas autrement pour la Hongrie.

Antécédents historiques

Le pays, en tant que membre de la monarchie austro-hongroise et traversant une période de modernisation fulgurante après le compromis de 1867 (un accord à base juridique après la révolution et la guerre d'indépendance de 1848-1849) conclu entre l'empereur François-Joseph I^{er} et l'élite hongroise en vue d'une gouvernance équilibrée et un partage strict des prérogatives monarchiques entre *l'Empereur*, régnant dans la partie autrichienne de l'empire (Cisleithanie) et *le Roi*, exerçant ses droits en Hongrie (Transleithanie).

Par chance, les deux monarques étaient la seule et même personne : François-Joseph I^{er} régnait entre 1867 et 1918. L'élite hongroise, où la noblesse a joué un rôle prépondérant, a embrassé le libéralisme du XIX^e siècle et s'est jetée à corps perdu dans la transformation du pays. Le projet fut de bâtir un pays moderne, avec infrastructure, économie, industrie et agriculture appropriées. Sur le plan culturel, une des manifestations majeures de cette transformation était la capitale

-
1. Historien, université Eötvös de Budapest, directeur de l'Institut hongrois de Paris.
 2. Journaliste à l'hebdomadaire *Heti Válasz*, éditeur de la revue *Kommentár* à Budapest.

elle-même. En 1900, Budapest est devenue une ville de 733 000 habitants, doublant le nombre de ses habitants en vingt ans. La cadence de sa croissance économique ne peut être comparée qu'à celle de Berlin [Lukacs, 1990]. Le premier métro du continent européen a été ouvert à Budapest et, en 1896, le pays avait fêté sa fondation millénaire en grande pompe. Cette transformation du pays a certainement créé des tensions au sein d'une société, dont la grande majorité vivait de l'agriculture, et l'abolition du servage en 1848 avait rajouté de nouveaux problèmes. Ce déséquilibre et le rôle croissant que les Juifs hongrois ont commencé à jouer dans cette modernisation – ils représentaient environ 5 % de la population totale mais plus de 22 % des habitants de Budapest et se sont surtout concentrés dans l'est du pays –, jouissant pleinement du soutien de l'élite libérale du pays, ont poussé certains groupes de la société à faire obstacle à cette modernisation, à remettre en question l'assimilation des Juifs et à critiquer fortement le capitalisme naissant. Le premier mouvement de cette nature représente une frange particulière du pays. Une partie des propriétaires terriens (les *agrariens*) – angoissée par la nouvelle concurrence sur le marché des produits agricoles – a proposé une série de mesures afin de limiter le pouvoir de la Bourse, protéger le marché intérieur contre la concurrence étrangère, établir des circuits de commerce fermés (établir des halles dans les villes, surtout à Budapest) et évincer les marchands (en partie d'origine juive) de la chaîne de distribution. Le lobbying de ce groupe a obtenu certaines faveurs des gouvernements successifs sans pour autant avoir la force de sortir de leur logique sectorielle et ni avoir un quelconque impact sur la politique intérieure. La presse des agrariens ne cessait de faire des allusions antisémites, tout en fustigeant les effets maléfiques du capitalisme. Ce trait de caractère demeurera une constante dans toute la pensée de la droite extrême hongroise (et dans une partie de la droite) : ces forces sont principalement *anticapitalistes*, *antilibérales* et utilisent souvent l'*antisémitisme* comme instrument de rhétorique.

Un deuxième mouvement s'est constitué à la même époque, entre les années 1892 et 1894. Les débats particulièrement durs des deux chambres du Parlement, sur l'introduction du mariage civil et l'acceptation de la confession israélite parmi les autres religions dites « historiques » (catholiques romains et grecs, calvinistes, luthériens et unitariens de Transylvanie) ont ravivé une certaine résistance catholique vis-à-vis de ces projets. Cette résistance, combinée avec les effets de l'encyclique *Rerum novarum* du pape Léon XIII en 1891 ont conduit à la fondation du Parti populaire catholique (Katholikus Néppárt) en 1894. Le parti, durant ses vingt-cinq ans d'existence, a su conquérir un grand nombre d'électeurs parmi les habitants non hongrois du pays (essentiellement parmi les Slovaques et les Allemands). Tout en ayant continuellement remis en cause le mariage civil et l'émancipation des Juifs, il exploitait un thème *antimoderniste*, une attitude qui sera caractéristique d'une certaine droite tout au long du XX^e siècle.

Il serait néanmoins erroné de qualifier en bloc tout le parti de « réactionnaire ». Le Parti populaire catholique était parmi les premiers à réclamer l'introduction d'un salaire minimum, les heures de travail fixes et d'autres revendications qui les rapprochaient de la social-démocratie naissante. Les intellectuels de ce groupe ont combattu dans leurs journaux et revues les représentants de la gauche (sociaux-démocrates, radicaux, indépendantistes de gauche).

Le deuxième grand apport idéologique de cette droite radicale fut l'immédiat après-Grande Guerre. La Double Monarchie avait perdu cette guerre et les bouleversements qui ont succédé au conflit mondial entre 1918 et 1920 (révolution démocratique puis coup d'État communiste, République des conseils sous la direction de Béla Kun et contre-révolution dirigée par l'amiral Horthy) ont mené le pays au bord du gouffre et au démantèlement total. Au traité de Trianon, qui avait officiellement clos cette guerre, la Hongrie avait perdu 67 % de ces territoires d'avant guerre et 57 % de ses habitants : presque 10 millions d'âmes dont 32 % (plus de 3 millions de personnes) étaient des « Hongrois de souche ». Le régime autoritaire de l'amiral Horthy, qui caractérisait l'entre-deux-guerres (Miklós Horthy fut régent entre 1920 et 1944 dans un pays qui demeurait officiellement un royaume), en faisait un de ses piliers idéologiques à côté de l'*anticommunisme* : réclamer la *révision des frontières* était un des buts politiques les plus naturels. À ces deux ingrédients, les forces politiques du régime (et surtout le parti gouvernemental) ont temporairement ajouté l'antisémitisme (début des années 1920, à partir de la fin des années 1930). Il faut toutefois ajouter qu'à cette époque toutes les forces politiques du pays étaient pour une révision des frontières. Les différends portaient surtout sur la nature et l'étendue de cette révision ardemment souhaitée. Il faut néanmoins distinguer deux choses : le régime hongrois de l'entre-deux-guerres était un régime conservateur et autoritaire comme il y en avait un certain nombre à cette époque en Europe centrale et orientale, allant de la Grèce de Ioannis Metaxas jusqu'à l'Estonie de Konstantin Päts en passant par la Pologne de Józef Pilsudski. Mais le régime était parlementaire, des forces de l'opposition y étaient présentes et une liberté de presse toute relative permettait un semblant de pluralisme d'idées. Il ne s'agit donc pas d'un régime national-socialiste. Le régime Horthy ne tolérait que difficilement une concurrence de gauche (le Parti communiste était interdit et les sociaux-démocrates, largement limités dans leurs activités, avaient néanmoins des députés au Parlement), mais était assez sévère vis-à-vis des agissements de la droite extrême, surtout visibles dans la première moitié des années 1920 et à partir de 1938-1939. Ces forces politiques englobaient certaines associations (les Hongrois réveillés – Ébredő Magyarok – et l'Association nationale des forces armées – MOVE), une partie non négligeable de l'armée et des partis politiques, tel le Parti protecteur de la race (Fajvédő Párt) de Gyula Gömbös, futur Premier ministre. D'obédience fortement anticommuniste, ils ont réclamé d'apporter

une solution à la « question juive » (à cette époque il ne s'agissait pas encore de l'extermination mais de la redistribution des biens des Juifs à leurs dépens), l'introduction d'un *numerus clausus* ou *numerus nullus* dans l'enseignement supérieur, ou dans l'administration et le secteur privé pour les enrégés de cette mouvance. La première revendication fut en partie entreprise par le gouvernement en 1920. La spécificité de ces groupes, à côté de leur « christianisme » ardent (ce qui voulait simplement dire à l'époque « non juif »), était le fait qu'ils ont tourné le dos à l'Occident. Au nom d'un *touranisme* né avant la guerre, mais rassemblant des intellectuels et des politiques de tous bords, la droite radicale a fait de la « trahison de l'Occident » et de la déception causée par le traité de Trianon son cheval de bataille. Dans ce contexte, la Turquie de Kemal Atatürk, le Japon impérial et les peuples de l'Asie sont devenus des alliés naturels et des idoles pour une certaine droite, peu importe que les objets de toutes ces convoitises se soucient peu de cette sympathie loufoque. Cette droite ayant perdu tout son élan dans la seconde moitié des années 1920, ses troupes se sont alors désorganisées.

L'extrême droite hongroise des années 1930 était d'une tout autre nature. Née de la crise économique, moins destinée à une classe moyenne en perte de prestige qu'aux classes populaires ou carrément pauvres, saturée de revendications sociales, elle avait le poupe à cause de l'émergence du national-socialisme. Il serait difficile d'énumérer toutes les forces de cette nouvelle extrême droite mais incontestablement le parti de Ferenc Szálasi, un major retraité de l'armée, le parti des Croix fléchées-Mouvement hongariste (Nyilaskeresztes Párt-Hungarista Mozgalom), a rencontré le plus grand succès auprès des électeurs. Aux élections de 1939, il a obtenu 29 sièges au Parlement (sur 260) avec presque 16 % des voix. Le vote d'extrême droite fut encore plus répandu : les autorités ont tout fait pour empêcher la mise sur pied des listes électorales, elles ont interdit les réunions, ont fait interner les militants. [Szöllösi-Janze, 1989]. Outre les Croix fléchées une bonne vingtaine d'autres candidats d'extrême droite furent élus au Parlement et à cette époque le parti gouvernemental était largement imprégné des idées d'extrême droite. Surtout en matière sociale et de discrimination des Juifs, d'où toute une série de lois antijuives à partir de 1938, interdisant aux personnes de confession israélite de posséder des biens, d'exercer certains métiers ou d'entrer à l'université, puis de suivre des études secondaires. Certains historiens [entre autres, Ungváry, 2004] situent la véritable proportion du vote d'extrême droite aux élections de 1939 aux alentours de 30 %. D'une manière générale, le vote Croix fléchée se situait sur un axe sud-ouest/nord-est du pays avec une forte concentration dans les zones industrielles et aux environs de Budapest. Le vote d'extrême droite avait progressé, selon toute vraisemblance aux détriments du vote social-démocrate.

Dans la phase finale de la Seconde Guerre mondiale où la Hongrie a combattu aux côtés de l'Allemagne nazie, en 1944, quand, pour empêcher la sortie de la

Hongrie de la guerre, les Allemands ont occupé le pays, deux gouvernements d'extrême droite se sont succédé. Le premier, arrivé au pouvoir en mars 1944 – composé des représentants de la droite gouvernementale et de différents partis de l'extrême droite intellectuelle –, a activement participé à la solution finale, toute en mettant en œuvre la déportation de 437 000 Juifs hongrois vers Auschwitz. Les Croix fléchées de Szálasi n'ont pu accéder au pouvoir qu'en octobre 1944 quand l'Armée rouge avait déjà occupé une bonne partie du pays : leur nationalisme exacerbé, leur manque d'expérience politique, leurs fantasmes en matière de politique étrangère ne faisaient pas d'eux un partenaire idéal pour Berlin. Ils étaient le dernier recours.

Le gouvernement Szálasi a suivi les troupes allemandes dans leur retrait et ses membres ont été capturés en Autriche par les Américains et reconduits en Hongrie. Dans différents procès de criminels de guerre entre 1945 et 1948 – hormis quelques exceptions – les figures de proue de l'extrême droite hongroise ont été jugées par les tribunaux populaires. Parmi eux trois anciens Premiers ministres (dont le major Szálasi), des ministres, secrétaires d'État, journalistes et députés ont été condamnés à mort. Plusieurs milliers ont subi de lourdes peines de prison : l'extrême droite hongroise a été éradiquée sur le sol hongrois pour de longues décennies. Les différents groupes de la droite radicale demeuraient assez isolés et largement minoritaires au sein de l'émigration hongroise en Europe de l'Ouest, en Amérique ou en Australie, le plus souvent préoccupés par leurs propres luttes intestines. Leurs réseaux existaient, mais leur présence intellectuelle n'était pas significative dans la presse d'émigration et dans les débats.

Cet exposé historique est nécessaire pour comprendre la structure des pensées de l'extrême droite hongroise actuelle et ses affiliations idéologiques, car nombre d'idées ont resurgi après le changement de régime de 1990. L'anticapitalisme, l'antimodernisme, l'antisémitisme, l'antilibéralisme et la revendication de la révision des frontières étaient bien là, de même que cette volonté de « retour vers l'Orient ». Et dans leur attitude, les dirigeants de cette extrême droite oscillent toujours entre un autoritarisme musclé à la Horthy et le national-socialisme ouvert de Szálasi ; à cette ambivalence s'ajoute la forte implantation historique des thématiques de la droite radicale.

Résurgence après 1990

Durant la transition pacifiques des années 1989-1993, l'irrédentisme et la volonté de remettre les frontières en question n'étaient pas une revendication largement répandue. Mais l'effondrement de l'ordre établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale – dissolution de l'URSS, de la Yougoslavie, séparation

tchéco-slovaque – avait amené un certain nombre de gens à poser de nouveau la question des frontières [Romsics, 1999, p. 521]. Hormis au sein de quelques groupuscules, sans réelle influence (autour de la revue *Szentkorona* [Couronne sacrée]), cette question s'est transformée en véritable enjeu parlementaire en 1993 lors de la ratification du traité bilatéral hungaro-ukrainien, point de départ de la nouvelle extrême droite hongroise.

Après un long débat, le Parlement hongrois a ratifié en mai 1993 le traité de base hungaro-ukrainien « sur le bon voisinage et sur les bases de la coopération future », signé en décembre 1991. Le traité proclamait « l'intangibilité des frontières » tout en ayant déclaré que les deux pays renonçaient à toute espèce de revendication territoriale vis-à-vis de l'autre (article 2). Le document a en même temps explicitement pris la défense des minorités ethniques, afin qu'elles jouissent « des conditions favorables pour la sauvegarde de leur langue et de leur identité nationale et confessionnelle » (article 17). Les opposants au traité étaient issus du rang du Forum démocratique hongrois (MDF), force majeure de la coalition gouvernementale de centre droit : c'étaient surtout les fidèles d'un vice-président du parti, l'influent István Csurka, qui ont voté « non ». Dans leur action, il était sous-entendu qu'ils n'excluaient pas la possibilité d'une révision des frontières dans le futur. Cette dernière goutte a fait déborder la vase. Le conflit qui couvait depuis longtemps dans le Forum démocratique a été résolu d'une manière radicale : István Csurka a été exclu du parti. En réponse, il a fondé le Parti de la justice et de la vie hongroises (MIÉP) qui est devenue la force dirigeante de l'extrême droite hongroise pour une bonne décennie.

Avant d'entamer sa carrière politique, István Csurka était déjà un intellectuel bien connu : auteur à succès sous la dictature communiste, ses pièces de théâtre, trempées dans un humour noir bien à lui, assurèrent sa notoriété. Selon les révélations, il fut informateur de la police politique dans la période qui suivit la révolution de 1956, mais rapidement exclu du réseau, faute d'avoir donné des informations dignes de ce nom. Par la suite, il est devenu une cible de la sécurité d'État et a été plusieurs fois en conflit ouvert avec différents organes chargés de la direction de la culture. En 1985, il a été un des organisateurs de la « rencontre de Monor » (Monor est une petite localité au sud-est de Budapest) entre les représentants des différents courants de l'opposition au régime communiste : « démocratique » et populiste (« *népi* »). Csurka appartenait à ce dernier, composé essentiellement d'hommes de lettres qui étaient les héritiers d'un courant d'idées important entre les deux guerres mondiales : les écrivains dits « populistes » ont été les premiers à attirer l'attention de l'opinion publique et de l'élite politique sur les problèmes de la paysannerie (54 % de la population à cette époque) et la nécessité d'une réforme agraire et sur le partage des grands domaines aristocratiques. C'étaient également eux qui, sous le régime communiste, ont mis au cœur du débat public un certain

nombre de tabous du régime : l'alcoolisme, l'exode rural, le nombre vertigineux des suicides, l'avortement et la question des Hongrois vivant dans les pays voisins. L'opposition démocratique (noyau du futur parti, l'Alliance des démocrates libres, SZDSZ) avait plutôt trouvé ses racines dans le monde urbain, radical, libéral de l'entre-deux-guerres et son opposition au régime puisait essentiellement ses forces dans les droits de l'homme et considérait sa lutte comme un combat pour les libertés. La « seconde rencontre de Monor » à Lakitelek (lieu de villégiature) en 1987 a consommé la rupture entre les deux tendances. Les « populistes » ont formé le noyau du futur Forum démocratique hongrois, les « démocrates » ayant choisi leur propre chemin. Csurka était un des fondateurs du MDF, membre de la direction du parti entre 1989 et 1993. Mais son opposition à la ligne du parti, dictée par le Premier ministre, József Antall, qui voulait faire du parti un parti chrétien-démocrate à l'instar de la CDU allemande, est devenue de plus en plus aiguë. Csurka n'était pas d'accord avec la politique conciliante d'Antall vis-à-vis des démocrates libéraux ni avec les orientations pour la transformation de la société et de l'économie hongroises (par exemple, la privatisation). Le sommet de sa critique avait atteint le Premier ministre dans un article publié en août 1992, portant le titre « Quelques idées sur les deux années du changement de régime et sur le nouveau programme du MDF », où il exigeait publiquement le départ du chef du gouvernement, déjà gravement malade. Il fustigeait en outre l'insuffisance de la transformation politique et le manque de rigueur dans la punition des crimes commis sous le communisme. Dans son analyse, l'obstacle principal à la renaissance de la nation hongroise était l'« intérêt étranger » représenté par le SZDSZ et le parti postcommuniste, le Parti socialiste hongrois (MSZP), qui servaient sans scrupules les « puissances étrangères » telles que le FMI, Israël et les États-Unis. La stratégie de ces dernières visait à détruire les « forces vitales » de la Hongrie, d'où la nécessité d'un « État bâtisseur de nation » qui s'oppose à ces forces maléfiques. Cet article participait de la rupture de Csurka avec le MDF et la création de son nouveau parti. Le MIÉP n'a fait que très rarement référence aux symboles et aux personnes de l'entre-deux-guerres (il a à peine mentionné le régent Miklós Horthy, par exemple) mais il a plutôt utilisé le langage et les traditions d'une certaine frange de la mouvance populiste, ce qui était sans doute plus proche des goûts de son leader, István Csurka³. Parallèlement à son discours fortement axé

3. Ce groupe, dont la sensibilité agrarienne et plébéienne a été notée auparavant, a regroupé des personnes très disparates du point de vue idéologique, allant de l'extrême droite (le poète József Erdélyi) jusqu'à l'extrême gauche (l'auteur communiste et futur ministre József Darvas ou le sociologue Ferenc Erdei) en passant par des intellectuels démocratiques aussi éminents que le sociologue Zoltán Szabó et le politologue István Bibó, auteur des œuvres fondamentales sur les problèmes de l'Europe centrale, publiées en France.

sur le social, et surtout sur la droite des populistes des années 1930-1940, le thème récurrent était la critique acerbe des propriétaires terriens et des grands industriels d'origine juive. Cette façon de raisonner était reprise par le MIÉP, dont une des marques était l'attaque plus ou moins ouvertement antisémite sur le SZDSZ et contre ses dirigeants en partie d'origine juive, tout aussi bien que l'activité des organisations financières internationales (Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, Banque mondiale).

Du fait du culte du leader, propre aux groupements de la droite radicale, mais aussi de la personnalité d'István Csurka – décédé début février 2012 –, le MIÉP a toujours été un *one-man show* : la moindre critique à l'adresse du président du parti était suivie de sanctions sévères et de l'exclusion immédiate. Les conflits personnels ont accompagné la vie du parti tout au long de son histoire.

Le passé d'écrivain d'István Csurka, son attirance pour les longs textes sous forme de pamphlet, sa répulsion devant les formes modernes de la communication et de leur langue simpliste et ses thèmes de prédilection (« la question juive », « les puissances globales de l'ombre », une approche univoque du traité de Trianon, l'anticommunisme virulent) ont eu pour résultat une base politique assez solide mais en même temps ils ont rendu impossible la diffusion du message du parti au-delà de ce cercle relativement restreint d'électeurs acquis à la cause. Aux élections de 1994, le parti a à peine dépassé le 1 %, qui donnait droit à une subvention de l'État mais il ne siégeait pas au Parlement. À cette époque, une coalition de gauche gouvernait le pays, composée des socialistes de MSZP et de l'ancienne opposition démocratique, libérale, le SZDSZ. Le mécontentement avait conduit au fait que les plus grandes manifestations de masse après le changement de régime étaient organisées par le MIÉP et ses fidèles, comme par exemple le grand meeting commémorant le 75^e anniversaire du traité de Trianon, en 1995, sur la place des Héros, grande place mythique de la capitale hongroise. Lancé initialement par le MDF, puis repris par Csurka, l'hebdomadaire du parti, le *Magyar Fórum* (le Forum hongrois), a dépassé le tirage de 40 000 exemplaires (sur un marché de 10 millions d'habitants), ce qui fut un résultat considérable [Juhász, 2004, p. 35]. Par sa politique et son discours habiles et grâce aux maigres performances de la coalition au pouvoir aux élections de 1998, le MIÉP a franchi la barre des 5 % avec 248 000 voix (5,5 %) et est entré au Parlement hongrois. Lors de la législature 1998-2002, le parti s'est fermement opposé aux socialistes postcommunistes et aux libéraux qu'il considérait comme des « ennemis de la nation ». Le parti de Csurka, d'un certain point de vue, était plus proche des valeurs de la droite et de la coalition gouvernementale de centre droit de Viktor Orbán, bien que critiquée sur des points cruciaux, notamment sur l'intégration européenne et sur l'entrée de la Hongrie à l'Otan. Il est toutefois indéniable que le MIÉP avait soutenu certains projets de loi proposés par le gouvernement. Il a néanmoins échoué à imposer son

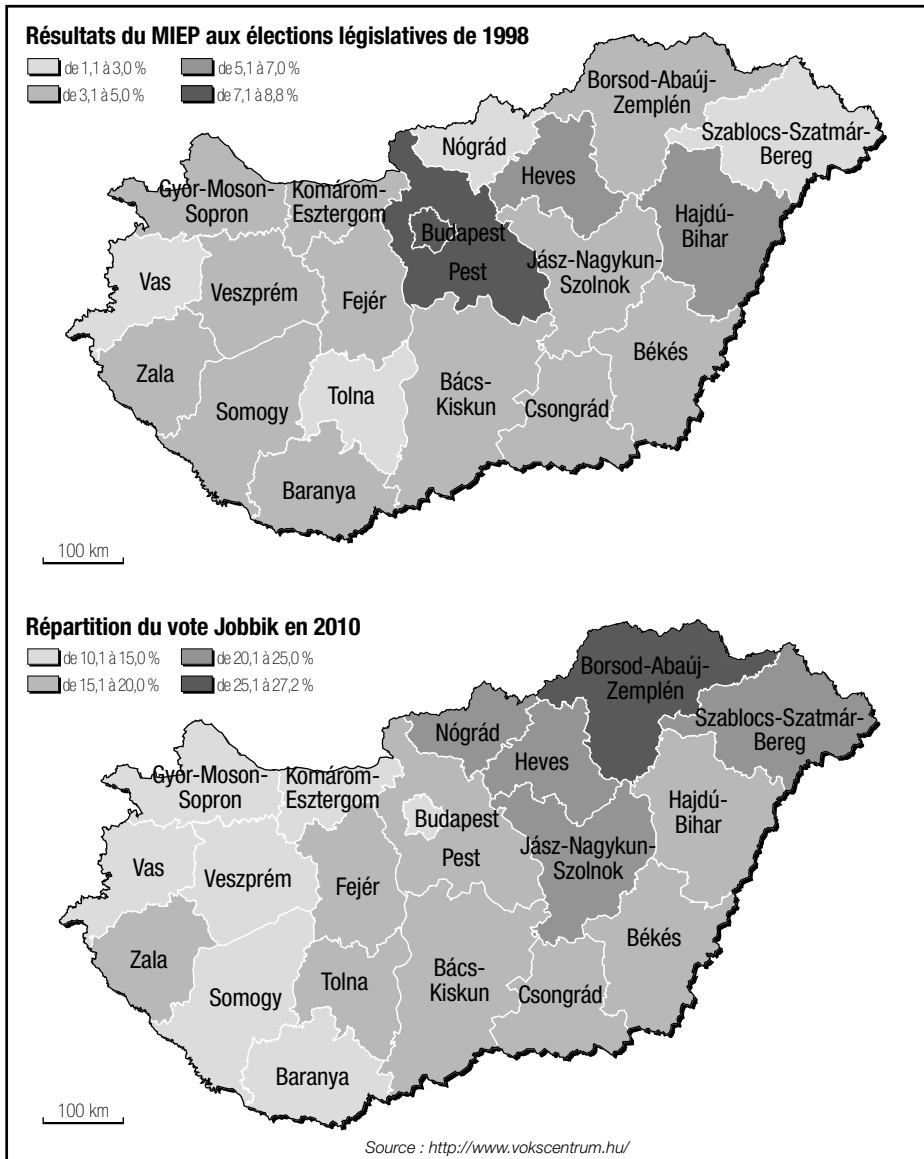
programme politique, économique et social, et à introduire de nouveaux visages dans l'arène politique : István Csurka demeurait pratiquement le seul acteur médiatisé de son propre mouvement. Certains activistes ont vu cette défaillance et essayé d'y remédier en lançant par exemple Pannon Rádió (Radio Pannon), qui émettait à Budapest et n'a joué que de la musique pop d'origine hongroise et avait été la première à faire connaître les groupes rock jouant un « rock national » – ces derniers sont devenus les acteurs incontournables d'une certaine culture d'extrême droite. Cela s'avérait cependant insuffisant pour progresser aux échéances électorales suivantes : bien que le MIÉP a pu récolter presque le même nombre de voix que quatre ans auparavant (245 000, 4,3 %), il a perdu ses sièges au Parlement, à cause d'une plus forte participation qu'en 1998. Cette élection a démontré les faiblesses de l'organisation du parti. Le MIÉP était avant tout populaire dans les grandes villes, à Budapest, dans le département de Pest (autour de Budapest) et les diplômés étaient surreprésentés parmi ses électeurs.

Il est assez significatif à cet égard que dans un quartier aisé (hauts revenus, pourcentage élevé des diplômés), le II^e arrondissement de Budapest, le candidat du MIÉP, Zoltán Balczó, ait obtenu près de 10 % des voix en 2002 – ce qui était plus que le double de la moyenne nationale de son parti. Tandis que la même personne n'avait obtenu que 7 % en 2010 (avec un taux d'abstention semblable), sous les couleurs de Jobbik : le parti lui-même en a recueilli 16 % au niveau national. Cet exemple montre également que le Jobbik et le MIÉP n'ont pas la même histoire.

Les différences entre le MIÉP et le Jobbik

Le Jobbik a été fondé en 2003 par de jeunes étudiants en rupture avec le MIÉP. Pour faire ressortir leurs différences, la comparaison des deux partis s'impose. Le Jobbik représente un nouveau type d'extrême droite en Hongrie. Aux élections de 2006, les deux partis (MIÉP et Jobbik), sous la pression des circonstances, sont entrés en course ensemble mais ont eu du mal à passer au-dessus de 2 %. Trois ans plus tard, aux élections européennes, le Jobbik a réalisé un score de 14 % – tout seul et en devançant des partis « historiques », moteurs du changement de régime tels que le SZDSZ et le MDF. Le MIÉP existe encore aujourd'hui, mais son organisation s'est totalement disloquée, István Csurka jusqu'à sa mort en février 2012 n'était plus capable de suivre la réalité politique. Chaque semaine, il écrivait dans son propre journal les mêmes théories de complot que quinze ou vingt ans auparavant. Récemment, il avait semé la zizanie : le maire de Budapest l'avait nommé intendant d'un théâtre municipal, ce qui avait immédiatement soulevé une vague de protestations, pas seulement à gauche.

CARTE 1. – L'EXTRÊME DROITE EN HONGRIE



À l'inverse, le Jobbik a su galvaniser un certain mécontentement d'une partie de la société hongroise quant aux problèmes graves de la coexistence entre la majorité et la communauté rom/tsigane⁴. Ce problème, à la fois social, économique et d'un certain point de vue culturel, était complètement ignoré par les grands partis traditionnels, qu'ils soient de droite ou de gauche. István Csurka n'en parlait presque jamais, le Jobbik l'a fait. L'autre grand thème qui a donné des ailes au parti de cette nouvelle extrême droite était le rejet de toute l'élite politique – qu'elle soit de droite ou de gauche. Une affiche de campagne de 2010 reflète bien la teneur de ces sentiments : « 20 ans pour les 20 ans », autrement dit les « politiques véreux, corrompus » sont responsables des difficultés de vingt ans de transition et ils méritent au moins la prison. Mais ce slogan n'aurait pas atteint son but sans la crise économique et politique qui a éclaté en 2006.

Le 17 septembre 2006, d'une façon non encore élucidée, un enregistrement sonore a été rendu public qui contenait un discours du Premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsány, prononcé après des élections remportées par les socialistes du MSZP, en mai 2006. Dans ce discours, le Premier ministre avouait – dans des termes assez crus – que les socialistes avaient menti aux électeurs pour gagner les élections et qu'ils n'avaient rien fait pendant quatre ans. Des manifestations spontanées se sont organisées contre le Premier ministre, les partis de l'opposition, en particulier le FIDESZ, ont exigé son départ. Le 18 septembre des manifestants ont assiégé et finalement occupé le siège de la télévision publique et en partie incendié le bâtiment sous l'œil des forces de l'ordre désorientées et impuissantes. Les jours suivants, des affrontements ont eu lieu dans les rues de Budapest entre manifestants antigouvernementaux et forces de police. Et le 23 octobre 2006, au 50^e anniversaire du soulèvement de Budapest, le centre-ville était occupé par plusieurs milliers de policiers qui n'ont pas seulement frappé les manifestants, certes en grande partie des partisans d'extrême droite, mais ont également conduit une charge à cheval contre les fidèles du FIDESZ, grand parti de centre droit de l'opposition, rassemblés quelques centaines de mètres plus loin, et ce quelques minutes après la fin du meeting. Des balles en caoutchouc ont été tirées, des policiers cagoulés ont tabassé de nombreuses personnes dans les rues, dont de simples passants, des touristes étrangers, un député d'opposition ; certains ont été gravement insultés. La charge policière et sa façon de faire n'étaient certes pas une nouveauté dans l'ouest de l'Europe, mais sa violence et la transgression volontaire des lois par les forces de l'ordre étaient une douloureuse expérience pour beaucoup en Hongrie. Depuis la transition démocratique, les manifestations se sont toujours déroulées de manière plutôt paisible, sans violence policière. Aussi le 23 octobre a-t-il choqué.

4. Nous utilisons les deux dénominations comme synonymes.

Sur cette scène politique, théâtre de violence, l'opposition farouche du Jobbik à l'élite du pays trouvait sa justification. Dans ce contexte, deux faits divers retentissants ont particulièrement contribué au renforcement du parti. En octobre 2006, quelques jours avant la fameuse charge de police, dans le village d'Olaszliszka (nord-est de la Hongrie), des Tsiganes locaux, en présence des enfants de la victime, ont lynché et tabassé à mort un conducteur de voiture qu'ils soupçonnaient d'avoir renversé une petite fille rom (la victime présumée en est sortie indemne) sur la route. En février 2009, à Veszprém, dans la partie ouest du pays, les membres d'un gang, en grande partie composé de Tsiganes, ont mortellement blessé au couteau un joueur de handball (d'origine roumaine, d'ailleurs), très populaire dans la ville, et en ont gravement blessé plusieurs autres. L'exploitation politique des faits a grandement contribué à l'essor de l'extrême droite et au succès du Jobbik. La police a arrêté les suspects et les coupables ont encouru des peines exemplaires, rien n'y fit : le Jobbik a clairement instrumentalisé les peurs et l'aversion contre les Tsiganes. Leur discours ultrasécuritaire a été renforcé par la formation de la Garde hongroise (Magyar Gárda) en août 2007. Cette association, dirigée par le président du Jobbik, Gábor Vona, a proposé une tenue et un encadrement militaires à ses adhérents et elle a organisé des descentes dans des localités à forte population tsigane. Au début, des personnalités proches du FIDESZ y ont participé, puis, au fil du temps, ils se sont éloignés du mouvement. Avant son interdiction en 2009, la Garde hongroise a joui d'une grande popularité dans certaines franges de la société, en deux ans ses effectifs passaient de 56 à plusieurs milliers : elle faisait semblant d'apporter une réponse claire et immédiate aux questions de sécurité et de délinquance (dans un sondage de 2007, 13 % des interrogés trouvaient l'initiative sympathique)⁵. L'approche sécuritaire fit néanmoins défaut au Jobbik quand il n'a pas su trouver les mots pour qualifier la plus grave série d'assassinats des chroniques judiciaires hongroises entre 2008 et 2009. Un commando de la mort, composé de sympathisants d'extrême droite, a tué six personnes et en a blessé neuf autres dans la partie est du pays : les victimes étaient sans exception des Tsiganes appartenant aux groupes les plus défavorisés dans les localités qu'ils habitaient.

La politique antitsigane et anti-élite est certainement la chasse gardée du Jobbik, mais le parti n'a pas commis la faute du MIÉP en ne se positionnant pas comme une force centrée sur une seule question. Dans sa lettre fondatrice et dans ses programmes de 2009 et de 2010, le Jobbik a dessiné les contours de son action politique : christianisme politique affirmé, étatismisme et protectionnisme dans

5. Sondage de Median, septembre 2007. <www.median.hu> (téléchargé le 25 novembre 2011)

l'économie, discours sécuritaire et tournant dans la politique étrangère avec hostilité à l'égard de l'Union européenne, des États-Unis et d'Israël et établissement de rapports amicaux avec la Chine, la Russie, l'Iran, la Turquie et les républiques de l'Asie centrale (le Jobbik ne suit donc pas, contrairement à d'autres forces de la droite radicale en Europe, une politique pro-Israël).

Passons brièvement en revue ses points principaux : le Jobbik revendique ses fondements chrétiens (par exemple, il érige avant chaque Noël des croix de bois sur les places principales des villes) mais cela ne veut pas dire que les Églises catholique et protestante soutiendraient l'action du parti. Le cardinal Erdő, tête de l'Église catholique de Hongrie, a clairement condamné la pratique des croix de bois à des fins politiques et la conférence des évêques catholiques a laissé entendre ce qu'elle pensait des tendances « païennes » du parti. L'Église calviniste de Hongrie, que beaucoup soupçonnent d'avoir des connivences avec l'extrême droite (voir *infra*), a plusieurs fois essayé de destituer le pasteur Hegedűs junior, célèbre pour ses incartades antisémites et haineuses. La démocratie interne de l'Église empêchait toute action jusque-là, les communautés locales décidant librement du choix de leurs pasteurs. Le père du pasteur, lui-même ancien évêque calviniste, fut candidat du MIÉP aux élections européennes de 2009 et son fils a également commencé sa carrière dans le parti d'István Csurka. Pour contrebalancer ces désapprobations, le Jobbik dénonce régulièrement les Églises pour leur attitude qualifiée « d'opportuniste ». Tout en se réclamant du christianisme, le Jobbik est pour la peine de mort. Il existe un écart sensible entre le parti et ses électeurs en matière d'avortement : les dirigeants du parti y sont opposés mais leurs électeurs ne les suivent pas sur ce chemin. Les électeurs du Jobbik sont également beaucoup plus stricts sur la séparation de l'Église et de l'État que leurs propres députés : tandis que ces derniers laissent planer le doute et sont favorables à un rôle plus actif des Églises dans la vie de la société, leurs électeurs sont en général opposés à ce processus. Ce qui est un phénomène assez unique en Europe : généralement ce sont les électeurs de la droite extrême qui occupent une position plus radicale, que les politiques essaient d'atténuer dans leur discours [Nagy, Róna, 2011, p. 251]. Une explication à cet écart peut être le fait que, parmi les électeurs du Jobbik en 2010, 21 % étaient des électeurs socialistes en 2006 (et si on ajoute les 20 % qui ne se sont pas prononcés sur leurs choix antérieurs, nous aurons un pourcentage beaucoup plus élevé) [*ibid.*, p. 268].

Dans ces idées sur l'économie, le Jobbik dépasse largement les clivages gauche-droite. Il est favorable à l'impôt progressif et condamne le *flat tax* introduit par le gouvernement FIDESZ, il est farouchement opposé à toute nouvelle privatisation et il est enclin à en réviser quelques-unes et à renationaliser par exemple le secteur énergétique. Par le biais de l'intervention de l'État, le Jobbik mettrait sur pied un « système de banques hongrois » (en Hongrie seules deux

banques commerciales sont dirigées par une majorité d'actionnaires hongrois, les autres institutions financières sont étrangères, essentiellement allemandes ou autrichiennes) et soutiendrait le petit commerce hongrois face aux chaînes de commerce multinationales dans la grande distribution (dont deux françaises, Cora et Auchan). Son étatisme fait défaut là où il s'agit de déconstruire le système des aides et des allocations sociales. Pour le Jobbik, c'est le moyen d'alimenter son discours sur les Tsiganes et de les « discipliner ». Le parti exige en outre l'alourdissement des peines et le rétablissement de la gendarmerie (*csendőrség*), la police rurale tant redoutée d'avant 1945.

En dépassant la simple négation, propre au MIÉP, sur les questions de l'intégration européenne, le Jobbik a esquissé un tournant dans la politique de la Hongrie postcommuniste. Bien qu'il n'ait pas exigé la sortie de l'UE, il la considère comme un simple colonisateur. Contrairement à toute une lignée du nationalisme hongrois, foncièrement russophile, le Jobbik ne cache pas son admiration pour la Russie de Vladimir Poutine, modèle de « renaissance nationale » à ses yeux. Au-delà des considérations évidemment liées à la politique (antiaméricanisme et hostilité à l'État hébreu), le chef du Jobbik, Gábor Vona, décrit dans son livre sa fascination pour l'islam, un monde où le transcendantalisme se conjugue avec la vie de tous les jours ; à ses yeux l'islam est un des derniers bastions du traditionalisme [Vona, 2011, p. 117]. Il sait de quoi il parle : en 2003, Gábor Vona avait déjà participé à un colloque pro-Saddam au Yémen. Le Jobbik convoite la compagnie des diplomates des pays arabes accrédités à Budapest, et il multiplie les prises de contact avec l'Iran. Le parti a un conseiller d'origine perse qui a organisé des visites officielles iraniennes dans des localités gouvernées par une municipalité d'extrême droite. En 2009, Gábor Vona a menacé le pouvoir en place d'appeler à la rescousse la Garde révolutionnaire iranienne dans la campagne des élections européennes au cas où la transparence des élections serait en jeu.

Csanád Szegedi, un des trois eurodéputés du parti, n'est pas simplement membre de la commission de coopération UE-Kazakhstan, UE-Kirghizstan, UE-Ouzbékistan et de la mission chargée des relations avec le Tadjikistan, le Turkménistan et la Mongolie, mais un partisan acharné (et parfois ridicule) d'une alliance avec ces pays. Szegedi a projeté une « grande alliance touranienne » entre la Hongrie et les « khanats rouges » de l'Asie centrale. Il n'a par exemple pas hésité à prendre la défense du régime ouzbek coupable de nombreuses atteintes aux droits de l'homme.

Les relations du parti avec d'autres mouvements de la droite radicale européenne sont complexes. D'une part, le Jobbik est membre fondateur de l'Alliance des mouvements nationaux européens, formée à Budapest en 2009, dont les participants étaient le Front national, le Fiamma Tricolore et le British National Party. Le poids du Jobbik y est accentué par le fait qu'il possède trois sièges au

Parlement de Bruxelles, autant que le parti de Marine Le Pen. Mais cette alliance n'a pas brillé par son extrême vivacité. D'autres mouvements sont encore plus stricts : le FPÖ de Heinz-Christian Strache, le Parti pour la liberté de Geert Wilders ou les Démocrates suédois ont clairement refusé de faire front commun avec le Jobbik, surtout à cause de l'antisémitisme de ce dernier.

Toute une culture

Comme nous l'avons partiellement démontré, la droite radicale des années 1990 a déjà essayé de bâtir un monde parallèle, monter des réseaux et soigner ses affiliations par le biais d'une station radio, d'une université populaire, d'un hebdomadaire ou d'un semblant de société civile autour du parti : pour le MIÉP c'étaient les Cercles de la voie hongroise (Magyar Út Körök). Mais ces initiatives et les résultats obtenus sont incomparables avec ceux du Jobbik. Il est vrai que le changement d'humeur de l'opinion publique y est pour quelque chose. Une partie de la société hongroise a fini par être lassée par l'insécurité, la précarité et les turbulences d'un monde nouveau, et s'est tournée vers un passé lointain, glorieux et ignoré des officiels. Les explications pseudo-littéraires et historiques ont gagné en popularité. D'année en année, de plus en plus de gens se mettent à apprendre les runes hongroises, une écriture supposée être celle des premiers Hongrois arrivés dans le bassin des Carpates (mais, quoi qu'il en soit, cette écriture a largement été modernisée au XX^e siècle). Les festivals représentant les costumes et les coutumes des anciens Magyars attirent des foules. Un autre festival, l'Île hongroise (*Magyar Sziget*), est organisé chaque été près de Budapest par une association proche du Jobbik, le Mouvement de jeunesse des 64 Comitats (Hatvannégy Vármegye Ifjúsági Mozgalom – allusion au fait que la Grande Hongrie d'avant le traité de Trianon contenait 63 comitats/départements). Ses organisateurs considèrent le festival Sziget de Budapest, le plus grand festival rock d'Europe centrale, comme trop cosmopolite et « non hongrois ». Ici, au-delà des exercices bon enfant de tir à l'arc, des néonazis purs et durs se présentent aux côtés des leaders du Jobbik. En 2011, l'idole du pop raciste suédois Saga a donné un concert au festival où les nationalistes flamands de Voorpost côtoient les activistes de British National Party et les skinheads hongrois. C'est là que se produisent les groupes du « rock national » hongrois, dont les ventes surpassent parfois les classiques du marché pop : les groupes Violence romantique (Romantikus Erőszak) et Carpathie (Kárpátia) sont les plus populaires⁶.

6. Sur le premier, voir le film documentaire de Borbála Kriza : *Dübörög a nemzeti rock* (« Le rock national gronde »). Disponible sur <www.youtube.com>

Tout en créant cette culture, le Jobbik n'a pas seulement répondu à la demande en créant de nouvelles institutions (Université populaire « roi Attila » – Attila Király Népfőiskola –, Garde hongroise, journaux, organisations satellites, comités de soutien, pages Web, etc.), mais ses leaders essaient de profiter personnellement de cette conjoncture. Le vice-président Csanád Szegeci déjà cité possède – avec le secrétaire général du parti, Gábor Szabó – une entreprise qui fabrique des vêtements et des accessoires aux motifs archaïsants, très prisés dans ce milieu. À part cela, l'épouse du président du parti et Csanád Szegeci détiennent la majorité dans la firme qui édite le journal officiel du parti *Barikád* (« Barricade ») et fait fonctionner son portail, barikad.hu.

En parlant du dispositif de Jobbik, le rôle de l'Internet est incontournable. À part la radio Web (szentkoronaradio.com), l'utilisation intense de Facebook (le président du parti, Gábor Vona, a plus de 30 000 fans aujourd'hui), une myriade de blogs (l'épouse du chef de parti vient de lancer récemment un blog pour femmes en écrivant sur les problèmes quotidiens féminins, qu'ils soient psychologiques ou conjugaux), des vidéos par milliers sur YouTube (Jobbik a lancé sa propre chaîne de télévision sur YouTube). Un succès fulgurant qui n'aurait pu arriver sans le soutien essentiel d'une page Web : kuruc.info.

Fondé en 2005, le portail a gagné en popularité lors des émeutes de 2006 quand il a publié les numéros de téléphone de juges et procureurs qui ont condamné ou ont fait condamner des manifestants. Le portail, dont les serveurs se trouvent aux États-Unis et sont demeurés insaisissables pour la justice hongroise, a introduit un nouveau langage dans la presse politique hongroise. Ouvertement antisémite, pratiquant un discours de haine à l'égard des Roms, des Africains, des immigrés, de la gauche en général et des personnages de droite jugés trop « mous », les auteurs n'hésitent pas à inciter à la violence physique et à écrire avec admiration sur l'Allemagne hitlérienne ou les Croix fléchées. Le négationnisme y est monnaie courante. Les éditeurs de la page Web sont anonymes et n'ont pas pu être cités devant la justice, même si une bonne partie de l'opinion politique sait les identifier ; pourtant la justice hongroise était incapable de les faire condamner, faute de preuves. Récemment, kuruc.info a rendu possibles les commentaires pour ses articles avec un identifiant Facebook : il est frappant de voir des « gens ordinaires » (coiffeuses, vigiles de supermarché, étudiants en informatique, retraités) s'adonner à la haine la plus ordurière qui soit. Le nombre des visiteurs individuels de la page Web avoisine les 90 000 à 100 000 personnes par jour, ce qui est faible par rapport aux grands portails d'information (index.hu, origo.hu). Mais assez inquiétant puisqu'il s'agit d'un portail qui ne fait rien d'autre que déformer les nouvelles du jour par un filtre obsessionnellement raciste. Les études sociologiques démontrent que l'une des particularités marquantes des électeurs du Jobbik est la source où ils puisent l'information : ils utilisent essentiellement l'Internet [Nagy, Róna, 2011, p. 26].

Le Jobbik a donc créé tout un monde pour ses partisans : avec ses musiques, ses livres, ses vêtements et ses magasins pour se les procurer, ses festivals, ses pages Web, ses lieux de socialisation et ses idoles. Tout en établissant une contre-culture, il a très fortement marqué les limites de son territoire, cela pourrait être sa grande force, mais aussi sa faiblesse dans le futur.

Terrains et croyances

Le Jobbik est un parti jeune et, en partie, un parti de jeunes. Son noyau dur provient de quelques universités de la capitale hongroise : ceux qui ont fondé le parti en 2003 étaient en général étudiants en histoire, en droit ou en sciences politiques à l'université Loránd Eötvös (la plus vieille du pays) ou à l'Université calviniste de Budapest. Pour la plupart, ils sont nés à la fin des années 1970 ou au début des années 1980 et viennent des familles de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie de province ou de la capitale. Ils ont fait leurs premières armes aux conseils d'universités où, selon les stipulations de la loi sur l'enseignement supérieur, les délégués étudiants disposent d'une très (pour ne pas dire trop) grande marge de manœuvre : ils représentent 33 % des délégués et ont leur mot à dire dans les assemblées, ce qui va jusqu'à la nomination des professeurs d'université. Ce système des délégués estudiantins a été un vivier propice pour apprendre les rudiments de la politique. Ce n'est pas un hasard si les deux présidents du parti, Dávid Kovács (2003-2006) et Gábor Vona (2006-), ont été membres/présidents de ces conseils d'étudiants. Et nombreux sont ceux qui, parmi les nouveaux députés du parti, ont participé au travail de ces organisations. Le nouveau groupe parlementaire du Jobbik est sensiblement plus jeune que la moyenne du Parlement (la moyenne d'âge est de 41 ans par rapport à la moyenne d'âge du Parlement qui est de 47 ans) [Ilonszki-Kurtán, 2010, p. 110-111].

Mais cette notion de jeunesse vaut également pour ses électeurs : en 2010 le Jobbik fut le deuxième parti du pays parmi les moins de 30 ans (23 % de cette tranche d'âge avait voté pour eux) et parmi les premiers votants, ils étaient à 30 %, donc six fois plus que parmi les plus de 60 ans [Bír-Nagy-Róna, 2011, p. 264]. Encore une différence sensible avec le MIÉP : la droite radicale des années 1990 n'était pas du tout populaire parmi les jeunes.

Comme nous y avons déjà fait allusion, il y a un certain nombre de clivages entre l'élite du Jobbik (ses quarante-sept députés, les dirigeants du parti, conseillers municipaux, membres de l'appareil) et ses électeurs. Selon les sondages, ces derniers sont moins croyants que les premiers et leur opinion diverge sur la question de l'avortement par exemple. Mais, contrairement aux préjugés et comme les analyses le démontrent, le Jobbik n'est pas le parti des défavorisés ou des perdants

du changement de régime. Le Jobbik est en bonne position parmi les gens ayant leur bac et parmi les ouvriers qualifiés, et a une place tout à fait honorable parmi les diplômés. Parmi ceux qui n'ont pas fait d'études secondaires, le Jobbik arrive loin derrière les autres partis. Comme la plupart des partis d'extrême droite en Europe, le Jobbik est aussi un parti plutôt masculin.

Si l'on examine un autre aspect – cette fois géographique – de la question, nous trouvons des particularités régionales assez frappantes. Bien que le Jobbik ait dépassé partout le seuil de 10 % dans le pays, ses performances ont été sensiblement moins bonnes dans l'ouest du pays et dans la capitale. Tandis que dans l'élite du parti les Budapestois sont surreprésentés, le Jobbik a fait son pire score dans la capitale où même le nouveau parti écologiste, « La politique peut être différente » (Lehet Más a Politika), l'a devancé. En termes de pourcentages, son progrès par rapport aux élections européennes de 2009 était inexistant dans la capitale et dans le département de Pest (autour de Budapest) – à cause d'une participation plus élevée, il y avait un certain progrès entre les deux dates en nombre d'électeurs [Nagy, Róna, 2011, p. 264]. Si l'on regarde la carte électorale de la capitale on voit que plus un quartier est populaire, éloigné du centre et situé dans un milieu industriel ou dans la « ceinture rouge », plus il est enclin à voter Jobbik. Et, inversement, plus il est central, ancré traditionnellement à droite (I^{er}, II^e, XI^e, XII^e arrondissements où le MIÉP était jadis fort), moins les habitants votent Jobbik. Par contre, dans la partie nord-est du pays, le Jobbik a talonné le FIDESZ qui, pourtant, avec ses 52 % des voix et 68 % des sièges au Parlement, a ratissé large aux dernières élections. Le terreau véritable pour le Jobbik était la petite ville de 20 000 à 50 000 habitants, c'est là qu'il a pu réaliser ses meilleurs scores.

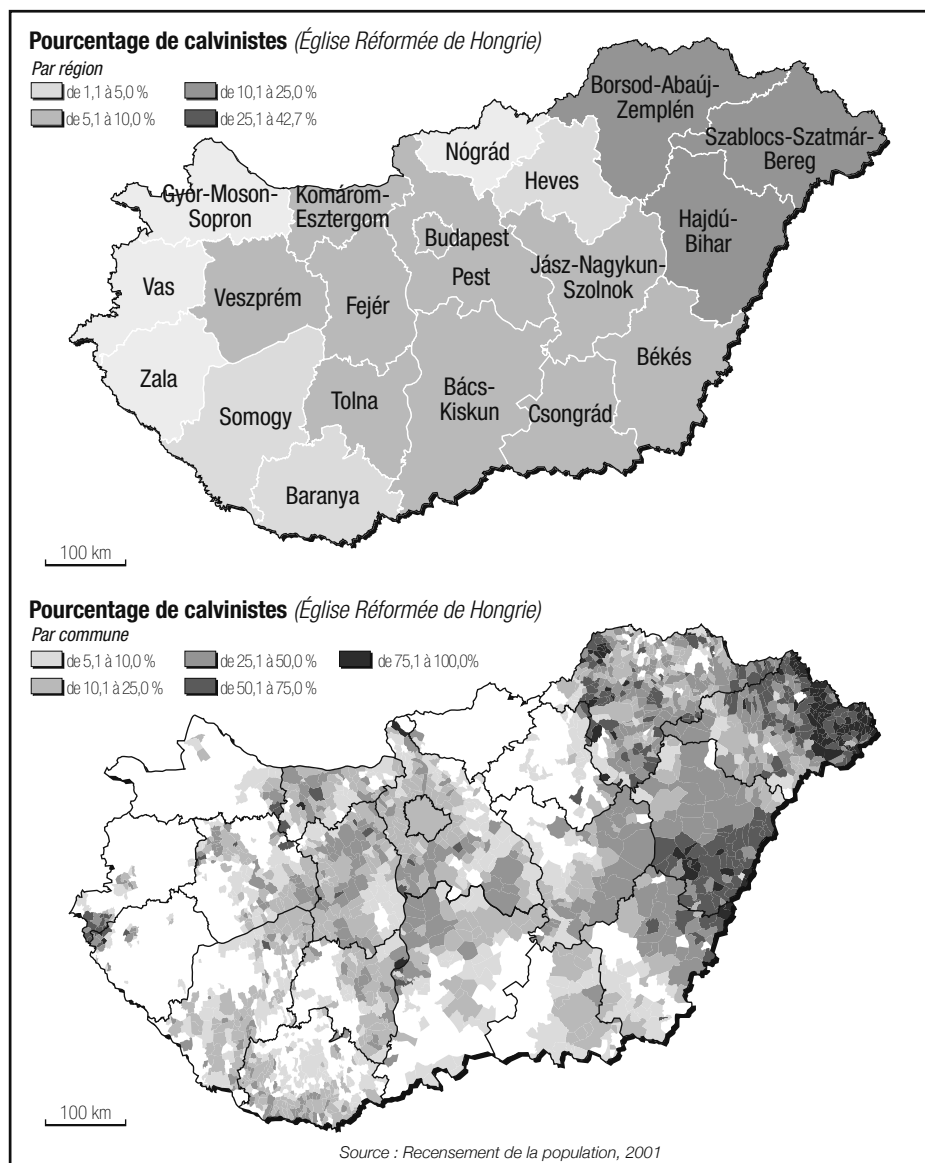
Pour expliquer ce déséquilibre territorial est-ouest, les hypothèses furent nombreuses. Voyons-en deux.

Anton Pelinka, politologue et professeur à l'Université de l'Europe centrale (CEU) à Budapest a avancé que les terrains de prédilection du vote Jobbik concordent avec les régions traditionnellement calvinistes du pays⁷. Le calvinisme hongrois – selon lui – avait toujours la fâcheuse tendance de se tourner vers l'Est à cause de sa répulsion pour les Habsbourg catholiques. Le Jobbik ne serait que la transfiguration de cette volonté séculaire. L'idée peut plaire et la région nord-est du pays est traditionnellement calviniste.

L'Église réformée est considérée en Hongrie comme une « Église nationale » bien que ses fidèles représentent moins de 20 % de la population. Mais ses pasteurs ont traduit la Bible en hongrois au XVI^e siècle, de nombreux intellectuels et hommes

7. Anton Pelinka, « Feinde überall: Das Weltbild von Jobbik », *Die Presse* (Vienne), le 15 avril 2010. <<http://diepresse.com>>

CARTE 2. – GÉOGRAPHIE DES CALVINISTES EN HONGRIE



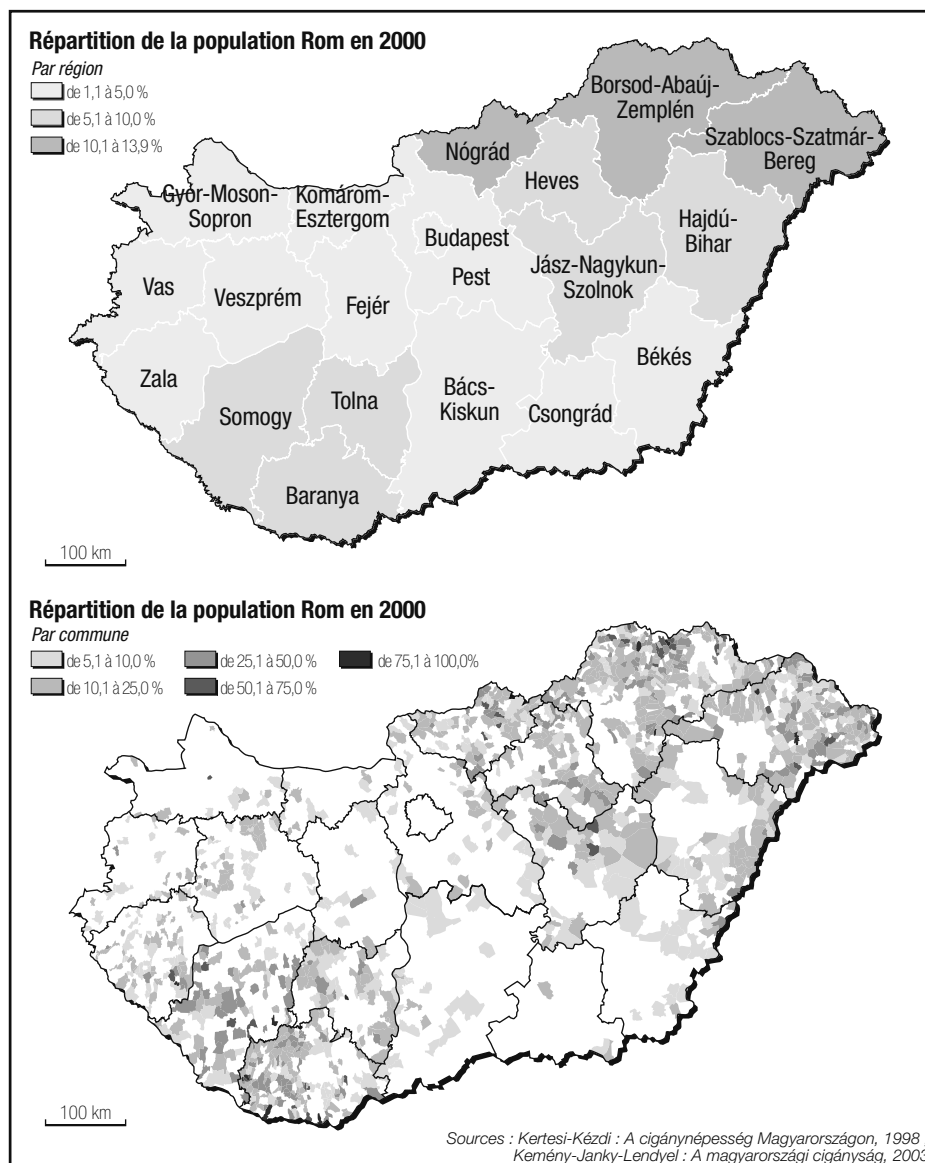
politiques ont appartenu à cette branche du christianisme, dont plusieurs Premiers ministres au XX^e siècle et le régent Horthy lui-même. Mais si l'on regarde de plus près, de nombreuses fissures se présentent sur ce tableau. Premièrement, les études démontrent que la pratique religieuse éloigne des extrêmes en politique – et les électeurs du Jobbik ne sont pas spécifiquement croyants. Deuxièmement, certains bastions du protestantisme hongrois ont été plus résistants au Jobbik que d'autres : la Rome « calviniste », la ville de Debrecen, dans l'est du pays, fut de ceux-ci. La ville de Pápa (avec son collège réformé séculaire, son siège épiscopal et sa faculté de théologie) dans l'ouest du pays est également un haut lieu du protestantisme hongrois où le Jobbik n'a pas pu percer, de même que dans la ville de Sárospatak (dans le nord-est, proche d'Olaszliszka où le lynchage qui servit de détonateur a été commis) : ici le Jobbik a sensiblement moins bien attiré les électeurs que dans le département lui-même. Tandis que dans certains départements considérés comme « catholiques », le Jobbik a pu dépasser les résultats obtenus dans les cantons calvinistes.

Une deuxième explication, plus plausible, avance la thèse de la proportion de la population rom dans les différentes régions : selon cette thèse, là où ils sont nombreux, le vote Jobbik est plus élevé. L'approfondissement de la recherche apporterait sans doute de nouveaux éléments (cette perception peut être erronée, car ce peut être surtout le degré de conflictualité des rapports qui compte). Mais on peut d'ores et déjà affirmer que, dans la partie ouest du pays (la Transdanubie), l'extrême droite n'a pas progressé dans les départements où la population rom est sensiblement plus présente qu'ailleurs.

Ces facteurs n'expliquent donc pas tout. Oui, la question des Tsiganes était très présente dans la campagne, le Jobbik en a fait son thème électoral principal. Certes, les régions où il a obtenu ses meilleurs scores appartiennent aux régions les plus défavorisées de la Hongrie, qui ont en partie raté la reprise des années 1996-2004, l'ouest de la Roumanie a vu de nouvelles industries pousser comme des champignons tandis que l'est de la Hongrie a été abandonné. Du moins c'est le sentiment de beaucoup, le progrès s'est arrêté au fleuve Tisza.

Le vote Jobbik est un vote de protestation mais pas forcément de ceux qui vivent en marge. C'est un électorat jeune, moyennement éduqué, « accro » aux nouvelles technologies qui avait donné son bulletin à un parti qui, en fait, n'en est pas un mais au moins trois : un parti régional sécuritaire voulant un État fort, un mouvement nationaliste, se réclamant du christianisme et finalement une force contestataire, anticapitaliste, et fortement antiélitiste, dégoûtée du monde occidental. Certaines composantes sont communes pour ses trois branches (pas forcément distinctes dans la tête de la même personne) : la haine du capitalisme, l'antisémitisme, un nationalisme exacerbé, le rejet des vingt dernières années et le refus des Tsiganes. Quel sera l'avenir du Jobbik ? Identique à celui du MIÉP et il

CARTE 3. – GÉOGRAPHIE DE LA POPULATION ROM EN HONGRIE



Hérodote, n° 144, La Découverte, 1^{er} trimestre 2012.

sombrera dans l'insignifiance, ou il se déchirera dans des luttes intestines entre les « enragés » et les « réalistes », à moins qu'il puisse encore monter en puissance vers une prise totale du pouvoir ? Difficile à dire. Les dégâts qu'il a causés et qu'il causera encore sont considérables.

Bibliographie

- ENYEDI Z., SZABÓ A. et TARDOS R. (dir.), *Új képlet. Választások Magyarországon, 2010* [Formule nouvelle. Élections en Hongrie, 2010], Demokrácia Kutatások Magyar Központja Alapítvány, Budapest, p. 95-122.
- ILONSZKI G. et KURTÁN S. (2011), « Látszat és valóság. À 2010-ben megválasztott parlamenti képviselők arculata » [Semblant et réalité. Le profil des députés élus en 2010], in LUKACS J. (1990), *Budapest 1900*, Quai Voltaire, Paris.
- NAGY A. et RÓNA D. (2011), « Tudatos radikalizmus. À Jobbik útja a parlamentbe 2003-2010 » [Radicalisme conscient – La route du Jobbik au Parlement 2003-2010], in LÁNCZI A. (dir.), *Nemzet és radikalizmus. Egy új pártcsalád felemelkedése* [Nation et radicalisme. L'ascension d'une nouvelle famille politique], Századvég, Budapest, p. 242-284.
- ROMSICS I. (1999), *Magyarország története a XX. században* [L'histoire de la Hongrie au XX^e siècle], Osiris, Budapest.
- SZÖLLÖSI-JANZE M. (1989), *Die Pfeilkreuzlerbewegung in Ungarn. Historischer Kontext, Entwicklung und Herrschaft* [Le mouvement des Croix fléchées en Hongrie. Le contexte historique, le développement et la gouvernance], Oldenbourg, Munich.
- VONA G. (2011), *Született augusztus 20-án* [Né le 20 août], Magyar Hírek, Budapest.